



Assurances

Les matériaux issus du réemploi entrent-ils dans les techniques non courantes?

L'enjeu est de savoir si l'assuré doit informer spécifiquement son assureur en cas d'utilisation de tels éléments de construction.

Par **Pascal Dessuet**, professeur à l'ICH, chargé d'enseignements aux universités de Paris Est Créteil et de Paris I Panthéon-Sorbonne, directeur Construction et immobilier chez AON France.

On entend parfois affirmer que la mise en œuvre de matériaux réemployés relèverait des techniques non courantes, au sens donné à ce terme par la circulaire FFA n° 78/2014 du 23 décembre 2014 reprise dans l'ensemble des polices dommages ouvrage (DO) et responsabilité civile (RC) décennale. Et que, de ce fait, elle justifierait des non-garanties en cas de sinistre, sauf à ce que les assurés aient préalablement informé leur assureur.

La conséquence concrète serait qu'un maître d'ouvrage pourrait se trouver non garanti le jour venu en cas de sinistre, s'il s'avérait qu'une entreprise du chantier avait utilisé des matériaux issus du réemploi. Ou encore, que chaque entreprise disposant d'une police d'abonnement devrait désormais déclarer préalablement à l'assureur qu'elle va utiliser pour partie des matériaux issus du réemploi, à peine de non-garantie.

Estimer que le recours à des matériaux réemployés ne serait pas couvert au titre de garanties obligatoires dans les polices

nous semble inexact et n'est justifié par aucune démonstration relative aux textes.

L'affirmation est inexacte en droit...

Si l'on part du postulat que les assurés, lors de la souscription des polices, ont répondu à une question sur l'usage ou non de techniques non courantes, ce qui est la règle en DO et fréquent en RC décennale, sauf pour les contrats anciens, on sait que la sanction de l'erreur sur la déclaration de risque est la diminution de l'indemnité à proportion de la sous-estimation du taux de prime qui en est résulté, et pas la non-garantie, sauf si le fait est intentionnel.

Il convient par ailleurs de rappeler que la Cour de cassation prohibe formellement les restrictions apportées à l'exercice d'une activité couverte par la police en fonction des techniques mises en œuvre pour son exercice. Ainsi, dans un arrêt rendu

en 2008 (Cass. 3^e civ, 10 septembre 2008, n° 07-14884, Bull.), la Haute juridiction énonce que : « Attendu que si le contrat d'assurance de responsabilité obligatoire que doit souscrire tout constructeur ne peut comporter des clauses d'exclusion autres que celles prévues à l'article A. 243-1 du Code des assurances, la garantie de l'assureur ne concerne que le secteur d'activité professionnelle déclarée par le constructeur ; attendu que pour débouter [le maître d'ouvrage] de sa demande en garantie par [l'assureur], l'arrêt retient que [le constructeur] a entendu s'assurer pour les travaux d'étanchéité de toitures-terrasses et non pour des travaux d'application de résines synthétiques ; qu'en statuant ainsi, alors qu'elle avait retenu que les travaux réalisés pour le compte [du maître d'ouvrage] avaient trait à la réfection de la toiture-terrasse de son logement, la cour d'appel, qui s'est fondée sur les modalités d'exécution de cette activité déclarée à l'assureur et non sur son objet, a violé les textes susvisés ».

On citera aussi, à propos des restrictions aux seules techniques courantes, un arrêt de 2007 (Cass. 3^e civ, 19 juin 2007, n° 06-14980).

... et ne trouve aucune justification textuelle

L'idée selon laquelle la mise en œuvre de matériaux réemployés relèverait des techniques non courantes n'est, en outre, justifiée par aucune démonstration de texte. On ne peut se contenter d'une simple affirmation selon laquelle les produits de réemploi ne sont pas visés dans les documents techniques unifiés (DTU) et autres référentiels, qui ont été établis pour des produits neufs, afin de légitimer une diminution des indemnités en cas de sinistre pour aggravation du risque. On ne saurait en effet s'attendre à ce que les DTU visent expressément l'usage de produits réemployés.

Rien ne permet d'affirmer que le respect des DTU suppose l'utilisation de produits qui ne sont pas issus du réemploi.

Et sauf à ce qu'on puisse lire dans chacun des milliers de DTU à la rubrique « critères généraux de choix des matériaux », que ces derniers supposent l'utilisation de produits conformes aux normes NF - ce qui n'est pas le cas

pour l'heure -, rien ne permet d'affirmer péremptoirement que le respect des DTU suppose l'utilisation de produits qui ne sont pas issus du réemploi. D'autant que parmi ceux-ci figurent parfois des produits totalement neufs mais qui, au lieu d'être acquis directement auprès du fabricant, ont pu être achetés dans les surplus d'un maître d'ouvrage ou d'une entreprise.

Et si le DTU, par exception, exigeait des matériaux NF, le doute sera seul permis pour le cas d'un élément réalisé avant même l'existence de la norme NF (issu d'un immeuble haussmannien, par exemple) ou bien dont la date de réalisation correspond à un millésime normatif qui n'est plus celui en vigueur à la date de début des travaux.

Déclaration spontanée. Enfin, le principe de la déclaration spontanée par l'assuré de tout ce qui concerne le risque à couvrir, en l'espèce l'utilisation de matériaux issus du réemploi, n'est pas conforme à notre droit positif. On rappellera en effet que, depuis la loi du 31 décembre 1989 qui a modifié en profondeur l'article L. 113-2 du Code des assurances sur la déclaration

du risque par l'assuré, nous sommes passés de la déclaration spontanée à la déclaration provoquée par des questions. Dans la mesure où l'assuré n'a eu à répondre à aucune question spécifique sur le réemploi de matériaux, il n'existe par conséquent aucune déclaration de risque sur le sujet susceptible de servir de référentiel pour invoquer une aggravation de risque et donc une diminution des indemnités en cas de sinistre.

Conformité aux DTU. Il faut souligner par ailleurs que, l'unique circulaire FFA n° 33/2020 sur le sujet, en date de juin 2020, se contente de dire que, pour demeurer en technique courante, le réemploi doit être conforme aux DTU et ne prend pas parti sur le point de savoir si la pratique du réemploi est par principe contraire aux DTU et relèverait donc des techniques non courantes. La circulaire énonce ainsi qu'il « est nécessaire que ce matériau réemployé corresponde bien aux caractéristiques définies dans les différents documents standards (tels que les DTU, règles professionnelles, normes EN et NF...) auxquels les assureurs se réfèrent généralement dans leur condition de garantie de base. A défaut, une information auprès de son assureur est indispensable pour éviter tout problème de garantie en cas de sinistre. »

Sans doute l'utilisation de matériaux réemployés conduit-elle à priver les assureurs couvrant la RC décennale des entreprises de recours contre les fabricants ; mais à ce jour, notre droit ne permet de toute façon pas d'invoquer la déchéance de garantie pour recours devenu impossible du fait de l'assuré (art. L. 121-12 du C. ass.), car on rappellera que la jurisprudence exige que le fait de l'assuré soit fautif (Cass. 2^e civ, 17 décembre 2020, n°s 18-24103 et 18-24915).

Révolution verte. Si cette analyse, que rien ne justifie en droit, devait perdurer néanmoins, on imagine qu'elle constituerait un frein considérable à la politique engagée sur les constructions décarbonées tant en marché public qu'en marché privé, dont les effets se feraient ressentir encore plus durement en période de pénurie de matériaux. En matière d'accompagnement de la révolution verte on pourrait s'attendre à mieux... ●

Ce qu'il faut retenir

► Estimer que l'utilisation de matériaux réemployés ne serait pas couverte au titre de garanties obligatoires dans les polices d'assurance paraît inexact et n'est justifié par aucune démonstration relative aux textes.

► D'une part, la sanction de l'erreur sur la déclaration de risque est la diminution de l'indemnité à proportion de la sous-estimation du taux de prime qui en est résulté, et pas la non-garantie, sauf si le fait est intentionnel.

► D'autre part, rien ne permet d'affirmer péremptoirement que le respect des DTU suppose l'utilisation de produits qui ne sont pas issus du réemploi. Le doute sera seul permis pour le cas d'un élément réalisé avant même l'existence de la norme NF (issu d'un immeuble haussmannien, par exemple) ou bien dont la date de réalisation correspond à un millésime normatif qui n'est plus celui en vigueur à la date de début des travaux.